



PRESSE – INFORMATION

DELEGATION FRANÇAISE

GROUPE PARLEMENTAIRE DU PARTI SOCIALISTE EUROPEEN

Strasbourg, le 11 mars 2003

Communiqué de presse

DSF / Réaction de Gilles Savary , Vice- Président de la Commission Transports du Parlement européen, sur l'audit "infrastructures" du gouvernement français

La délégation socialiste française au Parlement européen a pris connaissance, avec une vive inquiétude, des conclusions du rapport d'audit sur les projets infrastructures en France, remis au gouvernement Raffarin le 2 mars dernier.

Si elles devaient se traduire dans les orientations de la politique des Transports du gouvernement Raffarin, elles constitueraient une triple rupture:

- rupture avec 40 ans de politique volontariste d'aménagement du territoire et de rééquilibrage régional. En privilégiant exclusivement une analyse économique des projets en termes de rentabilité immédiate, l'audit abandonne 40 années d'efforts patients de réduction des déséquilibres d'équipement entre l'Ouest de la France et le grand Est de la diagonale Le Havre - Marseille.

- rupture avec la politique de mobilité durable et de lutte contre la congestion routière de la Commission européenne. La déqualification du projet de Canal Seine-Nord, le quasi-abandon du tunnel de feroutage Lyon -Turin, l'indifférence totale à la situation routière explosive des Pyrénées et aux projets ferroviaires Basque et Transpyrénéens annulent les nouvelles priorités de l'Union européenne en termes de promotion des modes de transport les plus respectueux de l'environnement et du cadre de vie.

- rupture avec l'objectif de doublement du fret ferroviaire à l'horizon 2010, engagé par le gouvernement Jospin, sous l'impulsion de Jean-Claude Gayssot.

En préconisant de relever les péages ferroviaires à un niveau sensiblement supérieur aux nouvelles tarifications routières mises à l'étude, l'audit sacrifie la compétitivité du fret ferroviaire à un assainissement extrabudgétaire de la situation financière de RFF, contrairement à l'option allemande.

Une telle augmentation des péages ferroviaires au moment précis de l'ouverture de la majeure partie du réseau ferroviaire au fret international serait particulièrement malvenue et hasardeuse pour la SNCF.

Les députés européens socialistes français seront particulièrement attentifs au débat du Parlement national sur cet audit et espèrent une inflexion significative des orientations gouvernementales à cet égard.

Contact : Elke Meeùs, attachée de presse

☎ : +32 478 88 19 69 - ☎ : + 32 2 284 48 90

📧 : + 32 2 284 69 89 - @ : emeeus@europarl.eu.int

✉ : 43-47 rue Wiertz - ASP 14 G 358 - 1047 Bruxelles